



MARCHE DE « FOURNITURES ET SERVICES »

« PRESTATIONS DE GARDIENNAGE ET DE TELESURVEILLANCE POUR LES BESOINS DE L'EPF D'OCCITANIE »

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Procédure adaptée passée en application des dispositions des articles
L.2123-1, R.2123-1 3°, R2162-1 à 6 et R2162-13 et 14 du Code de la commande publique

Références : M 2025-31

SOMMAIRE

1- OBJET DU MARCHE	5
2- FORME ET DUREE DU MARCHE	5
2.1 Forme du marché	5
2.2 Postes	5
2.3 Durée du marché	5
3- REPRESENTANTS DES PARTIES	5
3.1 Représentant(s) de l'EPF	5
3.2 Représentant(s) du titulaire	6
4- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
4.1 Documents particuliers	6
4.2 Documents généraux	7
5- OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
5.1 Obligation du titulaire	7
5.2 Obligation de continuité des prestations	7
5.4 Confidentialité et mesures de sécurité	7
5.5 Prestations supplémentaires ou modificatives	7
5.6 Co-traitance	7
5.7 Sous-traitance	7
6- CONDITIONS D'EXECUTION	8
6.1 Modalités de commande	8
6.2 Contenu des bons de commande	8
6.3 Délais d'exécution	9
6.4 - Calcul des frais de déplacement -	9
Les déplacements donneront lieu à une rémunération par tranche de 50 km (aller/retour), par application du forfait kilométrique fixé dans le bordereau de prix unitaires et apprécié au regard de la distance à parcourir par le titulaire du marché en vue de l'exécution de la prestation.	9
La distance est calculée entre le siège social de l'entreprise (ou son implantation la plus proche) et l'adresse du site objet de la commande. En cas d'opération multi-sites, est pris en compte le site le plus lointain. Est retenue la distance la plus courte mesurée via le site Google Maps en indiquant les 2 adresses pour un trajet en voiture avec péage.	9

7- CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
7.1 Vérifications	9
7.2 Décision après vérification	9
8 - PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES	10
8.1 Nature des prix	10
8.2 Variation des prix	10
8.3 Facturation et règlement	10
8.4 Paiement	11
8.5 Intérêts moratoires	11
9 - PENALITES POUR RETARD	11
9.1 Généralités	11
9.2 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations	11
9.3 Pénalités pour retard dans la transmission des pièces liées au contrat	12
9.4 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique	12
9.5 Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal	13
10- RETENUE DE GARANTIE – CAUTIONNEMENT - AVANCE	13
10.1 Retenue de garantie	13
10.2 Avance	13
10.3 Conditions de versement et de remboursement	13
10.4 Sous-traitance et avance	13
11 - NANTISSEMENT- CESSION DE CREANCE	14
12 - RESILIATION - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	14
13- CLAUSE DE REEXAMEN	14
14- REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	15
15 - ATTESTATIONS ET ASSURANCES	15
15.1 Attestations fiscales et sociales	15
15.2 Attestations d'assurances	15
16 - MARCHES SUSCEPTIBLES D'ETRE PASSES ULTERIEUREMENT	17

17 - ATTRIBUTION DE COMPETENCE ET LANGUES	17
18 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	17
ANNEXE 1- REGLES RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	18
1. DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	18
2. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	18
3. OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR	21

1- OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché porte sur la réalisation de prestations de gardiennage, de télésurveillance, de télé-vidéosurveillance et autres prestations annexes ou associées pour les besoins de l'EPF d'Occitanie pour les départements l'Aveyron / Lozère / Gard (à l'exception du périmètre de l'ORCORD) / Hérault.

Les prescriptions et spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2- FORME ET DUREE DU MARCHÉ

2.1 Forme du marché

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande passé en application des dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

2.2 Postes

Le présent marché est composé d'un poste à prix unitaires traité à bons de commande, en application des dispositions des articles R.2162-1 et suivants et R.2162-13 et 14 du code de la commande publique, et visant à couvrir des prestations liées à des aléas identifiés mais ne pouvant être levés avant le démarrage des travaux. Le présent poste donnera lieu à un montant maximum de commande de 400 000€ HT.

Ce marché s'exécutera sur le département de l'Aveyron / Lozère / Gard (à l'exception du périmètre de l'ORCORD) / Hérault.

Les prestations sont décomposées en 2 postes techniques :

Poste 1 : Prestations de gardiennage par agents de sécurité ou par agents cynophiles.

Poste 2 : Prestations de télésurveillance et télé-vidéosurveillance avec levée de doute sur site et prestations annexes ou associées.

2.3 Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an courant à compter de sa notification. Le marché sera reconduit tacitement par période annuelle sans pouvoir excéder une durée totale de 2 ans.

En cas de non-reconduction du marché, le pouvoir adjudicateur en informera le prestataire par lettre notifiée en LRAR, au plus tard 1 mois avant la date d'anniversaire du marché.

3- REPRESENTANTS DES PARTIES

3.1 Représentant(s) de l'EPF

Madame Sophie Lafenêtre, directrice générale, est la représentante légale du pouvoir Adjudicateur.

Lors de chaque commande, l'EPF identifiera le correspondant du prestataire à qui ce dernier remettra les pièces concrétisant l'avancement de la mission ainsi que celles se rapportant à leur facturation. Le représentant désigné par l'EPF proposera au représentant légal du Pouvoir Adjudicateur de valider l'exécution des prestations et attester du service fait.

3.2 Représentant(s) du titulaire

Un chef de mission sera désigné pour toute l'exécution du marché et assurera à ce titre la responsabilité de l'exécution de la mission. Il sera l'interlocuteur privilégié de l'EPF et de ses représentants. Le remplacement de mission de projet sera soumis aux dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

Le chef de mission sera notamment responsable :

- De l'établissement de devis éventuels et suivi des bons de commande ;
- Du respect des plannings ;
- De l'organisation du travail et du respect des consignes par son personnel ;
- Du respect des délais d'exécution ;
- Du contrôle de la qualité des prestations ;
- Des réunions de suivi et des réunions de bilan et d'évaluation,
- De l'information et du conseil auprès à l'EPF.

4- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est composé des pièces suivantes, énumérées par ordre de priorité décroissant :

4.1 Documents particuliers

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le présent marché est constitué des pièces suivantes :

1. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières : Bordereaux des Prix Unitaires (BPU) et une Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
2. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe ;
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe ;
4. L'offre technique et financière du candidat ;
5. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

En cas de divergence entre deux ou plusieurs pièces particulières du marché, ce sont les indications de la pièce portant le numéro d'ordre le moins élevé qui ont priorité.

4.2 Documents généraux

Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (publié au JORF du 1^{er} avril 2021).

Cette liste n'est pas exhaustive et les pièces qui la constituent ne sont pas jointes au dossier, le titulaire du marché étant réputé connaître les règles applicables à son art.

5- OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1 Obligation du titulaire

Au titre du présent marché, le titulaire s'engage à affecter le personnel et le matériel nécessaire tant en nombre qu'en qualification et compétence pour effectuer les prestations qui lui seront confiées. Il est également tenu de signaler à l'EPF tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

5.2 Obligation de continuité des prestations

Les périodes d'intervention sont imposées au titulaire dans les bons de commande. Il est précisé que le titulaire doit pouvoir intervenir toute l'année douze mois sur douze, 24H/24 et 7j/7.

En cas d'indisponibilité d'un agent pour quelque raison que ce soit (maladie, démission, congés...), le titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des prestations et remplacer le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes

5.4 Confidentialité et mesures de sécurité

Le prestataire, ses co-traitants et/ou sous-traitants, sont soumis à une obligation de confidentialité soumise aux dispositions de l'article 5 du CCAG FCS.

Sauf autorisation expresse de l'EPF, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses prestations. Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du Titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5.5 Prestations supplémentaires ou modificatives

L'EPF peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution du marché, des prestations supplémentaires ou modificatives dans les conditions prévues de l'article 23 du CCAG-FCS.

L'EPF ne doit apporter aucune modification substantielle aux caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire lors de la remise de l'offre.

5.6 Co-traitance

Il est fait application de l'article 3.5 du CCAG FCS.

5.7 Sous-traitance

Le titulaire d'un marché de services est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour les prestations égales ou supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage.

L'acceptation d'un sous-traitant et les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché. Pour ce faire, le titulaire doit fournir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie ;
- une attestation du sous-traitant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- une attestation du sous-traitant précisant s'il renonce ou pas au paiement de l'avance.

Le maître d'ouvrage notifiera au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient, conformément à l'article 3.6.1.2 du CCAG.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux torts du titulaire du marché.

6- CONDITIONS D'EXECUTION

6.1 Modalités de commande

Selon l'ampleur et la nature des travaux à réaliser, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit, avant l'émission d'un bon de commande, de demander par courriel au titulaire du marché, un devis. Cette demande spécifie la nature et l'étendue des prestations à exécuter ainsi que la date prévisionnelle du début d'intervention.

Le titulaire dispose d'un délai maximum de 3 jours calendaires à compter de cette demande, dont il doit accuser réception (l'accusé de réception du courriel faisant foi), pour transmettre un devis respectant le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement. Cette production de devis n'ouvre droit à aucune rémunération au bénéfice du titulaire du marché.

6.2 Contenu des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par l'acheteur au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et pourront s'exécuter au plus tard **dans un délai de six mois** après son échéance.

Les bons de commande seront établis et signés par l'acheteur ou son représentant dûment habilité.

Aucune prestation effectuée sans bon de commande préalable ne pourra donner lieu à paiement.

Les bons de commande comporteront notamment les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- L'adresse du titulaire ;

- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Le contenu détaillé des prestations à réaliser ;
- Le prix des prestations ;
- Le ou les lieux d'exécution ;
- Le délai d'exécution.

6.3 Délais d'exécution

Les délais d'exécution seront fixés dans les bons de commande. Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai **d'UNE HEURE** (1h) à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Aucune observation ne peut être émise sur les délais d'intervention prévus au marché.

6.4 - Calcul des frais de déplacement -

Les déplacements donneront lieu à une rémunération par tranche de 50 km (aller/retour), par application du forfait kilométrique fixé dans le bordereau de prix unitaires et apprécié au regard de la distance à parcourir par le titulaire du marché en vue de l'exécution de la prestation.

La distance est calculée entre le siège social de l'entreprise (ou son implantation la plus proche) et l'adresse du site objet de la commande. En cas d'opération multi-sites, est pris en compte le site le plus lointain. Est retenue la distance la plus courte mesurée via le site Google Maps en indiquant les 2 adresses pour un trajet en voiture avec péage.

7- CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront réalisées conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS par le représentant de l'EPF désigné lors de la commande.

7.2 Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

8.1 Nature des prix

Les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des prix unitaires appliqués aux quantités exécutées.

Tous les prix, quelle que soit leur nature, sont réputés comprendre tous les frais afférents à la mission (déplacements, visite, rédaction des rapports d'intervention et autre reporting, matériels divers, cartes SIM, câblage, frais administratif, etc.).

8.2 Variation des prix

Les prix indiqués dans le marché sont fermes la première année, puis révisibles annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre (date de notification du marché) par application de la formule suivante :

$$P = P_i [0,125 + (0,875 \times (I/I_0))]$$

Dans laquelle :

P : Prix révisé

P_i : Prix initial à date la signature de l'accord-cadre

I₀ : Valeur de l'indice de référence du mois de l'établissement des prix du marché, appelé « mois zéro » (avril 2023)

I : Valeur du dernier indice de référence connu à la date de la révision

L'indice de référence retenu pour la révision est le suivant :

Indices des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – CPF 80.10 – Services de sécurité privée - Base 2015 – Identifiant 010546340 publié sur le site de l'INSEE <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010546340>

8.3 Facturation et règlement

Les factures concernant le présent accord-cadre sont présentées après admission des prestations, dans les conditions prévues à l'article 11.5 du CCAG-FCS et conformément aux dispositions des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 code de la commande publique et transmises à l'EPF via le portail de facturation « Chorus Pro » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les demandes de paiement comprendront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro du marché et du bon de commande (impératif sous peine de rejet de la facture) ;
- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- La date et délais d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément au bordereau des prix unitaires ou décomposition du prix global et forfaitaire, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant total TTC des prestations admises ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes et leur montant TTC ;

- La date de facturation ;

Le non-respect des dispositions précisées ci-dessus entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date ainsi que la suspension du délai de paiement (articles R. 2192-27 et R.2192-28 du Code de la commande publique).

8.4 Paiement

Le paiement est effectué après certification du service fait par les services de l'EPF en application des règles de la comptabilité publique. Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours conformément aux dispositions des articles R.2192-10 et suivants du Code de la commande publique.

8.5 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros et des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai.

Les intérêts moratoires sont calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises, mais ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

L'attention du titulaire est attirée sur les retards de paiement générés par son propre fait, notamment par défaut de production des pièces demandées ou nécessaires à la mise à jour du marché et / ou l'absence d'informations concernant ses coordonnées :

- modification de la raison sociale ;
- modification et / ou absence de domiciliation bancaire ou postale ;
- retard dans le retour des documents transmis pour signature ;
- et plus généralement pour tout motif de retard imputable au prestataires (retard dans la production des documents, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait...).

9 - PENALITES POUR RETARD

9.1 Généralités

Les pénalités définies au présent CCAP sont cumulables. Que les retards soient le fait du prestataire ou de l'un de ses sous-traitants, les pénalités seront retenues intégralement sur les sommes dues au prestataire. Les montants des pénalités définis au présent article s'entendent hors taxes et ne sont pas révisables. Le présent article déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, et pour toutes les pénalités fixées ci-dessous, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT par bon de commande.

9.2 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Le dépassement des délais d'exécution, tels que définis dans les bons de commande, d'un ordre de service ou précisés dans le CCTP, donnera lieu à l'application des pénalités de retard suivantes :

Prestations	Rappel du ou des délais d'exécution	Point de départ des délais	Pénalités
Etablissement d'un devis	3 jours calendaires	Accusé réception du courriel de demande	50 € /jour retard
Organisation d'un gardiennage d'urgence	2h	Réception du bon de commande	30 € / heure de retard
Mesures complémentaires suite à gardiennage d'urgence	24h00	Réception du bon de commande	30 € / heure de retard
Levée de doute physique sur site	1h	Déclenchement alarme /détection anomalie	30 € / heure de retard
Transmission rapport d'intervention	4h	Déclenchement alarme /détection anomalie	50 € (Pénalité forfaitaire)
Mise en place de mesures conservatoires	2h00	Levée de doute	50 € /heure de retard
Absence d'agent sur site (lot 6) – Phase 1	7j/7 – 24h24	Notification de l'OS	100 € /jour retard ou absence constatée
Absence d'agent sur site (lot 6) – Phase 2	7j/7 – 17h à 8 h	Notification de l'OS	100 € /jour retard ou absence constatée

Le dysfonctionnement du dispositif de télésurveillance ou télé-vidéosurveillance (indisponibilité des équipements nécessaires à l'exécution de la mission) donnera lieu à l'application d'une pénalité de CENT EUROS (100 €) par jour calendaire d'indisponibilité par site.

9.3 Pénalités pour retard dans la transmission des pièces liées au contrat

Le dépassement des délais relatifs à la transmission de pièces administratives et financières liées au présent marché entraîne l'application d'une pénalité d'un montant égal à CENT EUROS (100 €) par jour calendaire de retard y compris pour ce qui concerne les attestations et déclarations aux assurances.

9.4 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion, imputable au titulaire du marché, sera appliquée après mise en demeure préalable, une pénalité de TRENTE EUROS (30 €) par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission par l'entreprise des renseignements nécessaires au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, il sera fait application, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité égale à QUATRE-VINGT EUROS (80 €) par jour de retard.

9.5 Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal

En application de l'article L. 8222-6 du code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % de la ou des commande(s) dont l'exécution ne respecte pas cette obligation.

Le titulaire doit aviser ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables.

10- RETENUE DE GARANTIE – CAUTIONNEMENT - AVANCE

10.1 Retenue de garantie

Sans objet

10.2 Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

10.3 Conditions de versement et de remboursement

Conformément à la combinaison des articles R2191-3 et R2191-16 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000€ HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial toutes taxes comprises, du bon de commande, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 20% lorsque le titulaire du marché public ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

10.4 Sous-traitance et avance

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les dispositions du présent CCAP, avec les particularités détaillées aux articles R2191-6, R2193-10 et R2193-7 à R2193-21 du code de la commande publique.

11 - NANTISSEMENT- CESSIION DE CREANCE

A l'attention de l'établissement de crédit auquel le prestataire ou l'un de ses sous-traitants viendrait à céder la partie du marché qu'ils exécutent, il est précisé que le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable désigné par le préfet de région. Toutefois, tout courrier relatif à un nantissement ou une cession de créance doit être adressé à Madame la directrice générale de l'Établissement Public Foncier d'Occitanie – Parc Club du Millénaire – Bâtiment 19 – 1025 rue Henri Becquerel – CS 10078 - 34060 Montpellier Cedex 2.

12 - RESILIATION - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

12.1 Résiliation

Le présent marché peut faire l'objet d'une résiliation en vertu des prescriptions des articles 38 à 42 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire percevra une indemnité correspondant à 5% du montant du bon de commande notifié et non exécuté.

12.3 Exécution des prestations aux frais et risques

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, en cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du marché, pour faute du titulaire, et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution. L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Ces dispositions sont également applicables en cas de résiliation en cas de perte d'agrément préfectoral.

13- CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire du marché. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur public d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur public peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

14- REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

L'acheteur peut alors résilier le marché.

Toutefois, l'acheteur ne peut prononcer la résiliation du marché au seul motif que l'opérateur économique fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L. 631-1 du code de commerce, sous réserve des hypothèses de résiliation de plein droit prévues au III de l'article L. 622-13 du même code.

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'EPF d'Occitanie. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le maître d'ouvrage adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché, dans les conditions de l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, le maître d'ouvrage adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché, dans les conditions de l'article L. 641-11-1 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 - ATTESTATIONS ET ASSURANCES

15.1 Attestations fiscales et sociales

Conformément aux articles R. 2143-3 à 15 du Code de la commande publique, le titulaire devra fournir à l'EPF, tous les six mois et ce jusqu'à la fin du marché, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Lorsque l'attributaire est un groupement d'entreprises, une seule demande sera envoyée au mandataire du groupement. Tous les membres du groupement doivent toutefois produire l'ensemble des pièces listées ci-dessus.

Par ailleurs, le titulaire remet à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

15.2 Attestations d'assurances

Le Titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'EPF et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations

Le prestataire doit justifier, au plus tard dans les quinze jours de la notification du marché d'une assurance de responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages liés à l'exécution des prestations.

Le prestataire devra exiger de ses sous-traitants éventuels les mêmes attestations d'assurance.

16 - MARCHES SUSCEPTIBLES D'ETRE PASSES ULTERIEUREMENT

En application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, et dans le strict respect des conditions qu'il définit, l'EPF se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à un marché de prestations similaires passé sans publicité ni mise en concurrence.

17 - ATTRIBUTION DE COMPETENCE ET LANGUES

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, seul le tribunal administratif de Montpellier sera compétent.

Tribunal administratif de Montpellier
6 rue Pitot
34063 MONTPELLIER CEDEX 02
Tel : 04 67 54 81 00 - Fax : 04 67 54 74 10

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations suivantes sont apportées au CCAG – FCS :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-FCS
4.1 Documents Particuliers	4. 1 Pièces contractuelles
6.3 Délais d'exécution	3.7.2 Bons de commande
9. Pénalités pour retard	14. Pénalités
12.1 Résiliation	42 Résiliation pour motif d'intérêt général

1. DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution des prestations objet du contrat. Les traitements effectués par le titulaire dans le cadre du présent marché ont pour finalité exclusive la réalisation des prestations commandées par l'acheteur public, telles qu'elles sont décrites et approuvées par les Parties dans les documents contractuels.

Il est rappelé qu'aux termes de ses engagements contractuels le titulaire accomplit les prestations suivantes en vertu desquelles l'acheteur lui confie tout ou partie des traitements de données qu'il décide. Le titulaire déclare qu'il est en principe, et sauf dérogations ci-dessous, et avec lui son personnel, seul destinataire des données faisant l'objet des traitements accomplis par lui-même pour le compte de l'acheteur, mais qu'il peut en partager la connaissance avec ce dernier.

Le titulaire pourra sur injonctions des autorités judiciaires ou de police, communiquer toute information susceptible de comporter des données, ce dont elle informera l'acheteur.

2. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement ;
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur ;
- garantir la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- garantir la sécurité physique et logique des données et des moyens techniques qu'il met en œuvre pour les besoins de l'exécution du marché ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

▪ Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour

présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

▪ **Droit d'information des personnes concernées**

Les parties conviennent que l'acheteur, en tant que responsable des traitements effectués en vertu du présent marché, assure et garantit l'exercice de leurs droits aux personnes dont les données sont traitées. Le titulaire collabore à la mise en œuvre effective de cette obligation légale de l'acheteur sur demande de ce dernier, qui fait son affaire personnelle du respect des obligations de l'acheteur vis-à-vis des personnes concernées et à l'égard des autorités de contrôle.

Le titulaire s'engage à aider l'acheteur par des mesures techniques et organisationnelles appropriées à respecter les droits des personnes concernées et à collaborer avec l'acheteur afin que cette dernière donne suite aux demandes des personnes concernées qui la saisissent sur ces fondements.

À cet égard, le titulaire communiquera sans retard à l'acheteur et au plus tard sous vingt-quatre heures ouvrées toute demande, plainte ou observation reçue directement des personnes concernées sans y répondre, sauf autorisation contraire et instructions précises données par l'acheteur.

▪ **Exercice des droits des personnes**

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@epf-occitanie.fr

▪ **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans les plus brefs délais et au maximum dans le délai de 24 heures après la découverte de la violation et par le moyen suivant : par mail à l'adresse suivante : dpo@epf-occitanie.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données);
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu. Le titulaire s'interdit de procéder à la notification de la violation de données à caractère personnel auprès des autorités de contrôle (CNIL), sauf instructions écrites contraires et détaillées de l'acheteur. Le titulaire s'engage à exécuter toute mesure raisonnable que l'acheteur estimerait adéquate pour remédier à la violation de données, y compris pour en atténuer les conséquences négatives. Le titulaire s'interdit toute communication à des tiers d'informations sur la violation, sauf s'il y est contraint par la loi ou par les autorités judiciaires ou de police. Sous réserve de cette contrainte légale, l'acheteur est seul libre de rendre publique la violation de données, y compris si celle-ci n'est pas susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes concernées.

- **Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

- **Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité des données adapté aux risques. En particulier, le titulaire s'engage à les protéger contre toute destruction, perte, altération, diffusion ou accès non autorisés de manière accidentelle ou illicite, notamment lorsque les traitements de données comportent des transmissions de données dans un réseau, ainsi que contre toute forme de traitement illicite ou communication à des personnes non autorisées et ce, compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités des traitements ainsi que des risques éventuellement identifiés.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

- **Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire et de ses sous-traitants éventuels. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction des fichiers de données à caractère personnel.

- **Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

- **Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

- **Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

3. OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR

Il est rappelé que les données doivent être traitées de manière licite, loyale et transparente, pour des finalités déterminées, explicites et légitimes. Il est également rappelé que seules des données adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités peuvent faire l'objet de traitement. Chacune des parties doit respecter la réglementation applicable à la protection des données à caractère personnel et mettre en œuvre les procédures et les moyens nécessaires à son application.

L'acheteur a conscience que l'exécution par le titulaire de certains traitements de données dans le cadre de l'accomplissement de ses prestations, ne saurait dispenser l'acheteur du respect de ses obligations en qualité de « responsable de traitement ». En particulier, l'acheteur doit documenter la conformité des traitements qu'elle opère pour son compte et de ceux dont elle confie la réalisation au titulaire dans le cadre du présent marché. Les obligations légales que souscrit le titulaire en tant que sous-traitant de données à caractère personnel ne dispensent pas pour autant l'acheteur de respecter ses propres obligations légales en qualité de « responsable de traitement ».

A l'effet de vérifier la bonne conformité de leurs pratiques et des obligations réciproques souscrites en vue du respect de la réglementation applicable aux données personnelles, les Parties

conviennent d'opérer au plus tard à la date anniversaire du marché une revue annuelle des règles définies au présent marché et de les adapter si nécessaire.

Le titulaire s'engage à coopérer avec les autorités de protection des données compétentes, notamment en cas de demande d'information qui pourrait lui être adressée en cas de contrôle, notamment si le contrôle devait viser l'acheteur. En cas de requête de divulgation de données personnelles provenant d'une autorité administrative ou judiciaire reçue par le titulaire, cette dernière s'engage à en informer immédiatement l'acheteur, sauf lorsque la divulgation d'une telle demande est prohibée, telle qu'une interdiction prévue par le droit pénal afin de préserver la confidentialité d'une enquête de police.
